

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/17
2 février 1999

(99-0376)

Organe de supervision des textiles

CINQUANTE-DEUXIÈME RÉUNION DE L'OSpT

Note du Président

1. L'Organe de supervision des textiles s'est réuni du 18 au 20 janvier 1999.
2. L'OSpT a autorisé son Président à communiquer aux Membres de l'OMC les informations ci-après.

Notification au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements

Colombie/Corée et Colombie/Thaïlande: importations de filaments simples de polyesters (position tarifaire 54.02.43)

3. L'OSpT a reçu, le 22 décembre 1998, une communication de la Colombie au titre de l'article 8:10 après avoir examiné, du 16 au 19 novembre 1998, les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par ce pays aux importations de filaments simples de polyesters (position tarifaire 54.02.43) en provenance de Corée et de Thaïlande. Ces mesures avaient été adoptées avec effet à compter du 26 octobre 1998, pour une durée d'un an.
4. Dans sa communication, la Colombie a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à la recommandation, faite par l'OSpT, d'abroger ces mesures.¹ Elle considérait que les mesures adoptées étaient compatibles avec les prescriptions énoncées à l'article 6 de l'ATV et que les interprétations et conclusions de l'OSpT n'étaient pas conformes aux dispositions juridiques dudit accord.
5. La communication de la Colombie comprend un exposé circonstancié des motifs pour lesquels les autorités de ce pays n'ont pas été en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT. Les principaux motifs qui y sont formulés peuvent être résumés comme suit:
 - La Colombie a considéré que les mesures adoptées étaient conformes aux dispositions pertinentes de l'article 6, notamment les paragraphes 1, 2, 3, 4, 7, 8, 12 et 16 dudit article. Des précisions ont été données sur l'accroissement substantiel des importations, le préjudice grave subi par la branche de production nationale (compte tenu de la baisse de la production, de la productivité, de la capacité installée utilisée, de l'emploi, des prix et de la marge bénéficiaire ainsi que de l'accroissement des stocks et de l'arrêt des investissements), le lien de causalité entre les deux éléments (il n'a été relevé aucune modification technique qui puisse expliquer l'existence d'un préjudice grave ni rien qui n'indique que la baisse de la production était due à des changements dans les préférences des consommateurs, le produit en question étant

¹ S'agissant de l'examen par l'OSpT, prévu à l'article 6:10, voir les paragraphes 8 à 27 du document G/TMB/R/49.

uniforme et non soumis à ces changements) et l'imputation du préjudice aux importations en provenance de Corée et de Thaïlande. De plus, les mesures avaient été adoptées pour un an seulement et un seul produit, tel que défini par la classification tarifaire et l'évolution de la concurrence sur ce segment du marché, afin de ne pas restreindre les échanges au-delà de ce qui était nécessaire;

- La recommandation de l'OSpT manquait d'un fondement juridique. L'OSpT avait constaté qu'il y avait eu un accroissement substantiel des importations et que l'évolution de huit des onze variables économiques mentionnées à l'article 6:3 de l'ATV indiquait l'existence d'un préjudice mais il avait conclu qu'il "n'était pas possible de déterminer si un préjudice grave avait ou non été causé à la branche de production colombienne de produits similaires et/ou directement concurrents par l'accroissement des importations de filaments simples de polyesters". La Colombie a déclaré qu'il y avait, selon l'OSpT, trois raisons à cela: i) les renseignements communiqués au sujet du préjudice ne concernaient pas 100 pour cent des fabricants colombiens de filaments simples de polyesters; ii) le produit soumis aux mesures ne représentait pas tous les produits similaires et/ou directement concurrents relevant du chapitre 54 du SH; et iii) les renseignements relatifs au préjudice ne concernaient pas une année écoulée;
- Aucun des points susmentionnés ne constituait une règle juridique énoncée à l'article 6 de l'ATV. En conséquence, une interprétation telle que formulée au point i) ci-dessus était contraire aux règles d'interprétation des traités internationaux figurant aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, et jetant ainsi la base d'interprétations qui rendraient inopérant le régime de sauvegarde transitoire prévu dans l'ATV. En outre, et sans préjudice de ce qui précède, la Colombie a présenté, conformément aux articles 6:10 et 8:3 de l'ATV, des renseignements, sur la branche de production nationale et l'évolution des indicateurs de préjudice durant une période de 12 mois afin que l'OSpT les examine.

6. Compte tenu de ce qui précède, le gouvernement colombien n'a pas pu se conformer à la recommandation adoptée par l'OSpT et lui a demandé de réexaminer la décision adoptée à sa réunion, tenue du 16 au 19 novembre 1998.

7. À l'invitation de l'OSpT, conforme à l'article 8:7, la Colombie, la Corée et la Thaïlande ont envoyé des délégations pour participer à l'examen de cette question par l'OSpT.

8. La représentante de la Colombie, donnant des explications sur la communication adressée à l'OSpT, a déclaré, entre autres, ce qui suit:

- s'agissant des renseignements présentés par la Colombie, dont l'OSpT disposait pour son examen de novembre 1998, l'ATV n'indiquait pas clairement comment les renseignements mentionnés à l'article 6 devaient être analysés mais mentionnait seulement les variables à analyser. De plus, l'OSpT n'avait jamais créé de précédents ni élaboré de lignes directrices indiquant une préférence. C'est pourquoi le gouvernement colombien avait présenté les renseignements sous trois formes différentes qui confirmaient toutes l'existence d'un préjudice grave. Les renseignements communiqués à la présente réunion, correspondant à une période de 12 mois, démontraient l'existence de ce préjudice. Il s'agissait d'une réduction de la production, de la productivité, de la capacité utilisée, de la part de marché, de l'emploi, des prix et des bénéfices ainsi que d'un accroissement des stocks et d'une suspension du programme d'investissements;

- s'agissant des constatations faites par l'OSpT à sa réunion de novembre 1998, la Colombie a déclaré qu'elle avait précisé, ce même mois, que trois entreprises fabriquaient des filaments simples de polyesters et que l'une d'elles s'était déclarée en faillite. L'une des deux autres, qui avait déposé une requête en vue de l'adoption de mesures de sauvegarde, représentait 62 pour cent de la production totale et la troisième les 38 pour cent restants. C'est pourquoi il était faux d'affirmer que la Colombie n'avait pas communiqué de renseignements sur 38 pour cent de la branche de production nationale. De plus, le requérant représentait aussi, comme indiqué dans la présente communication, 100 pour cent de la production nationale destinée au marché intérieur car les 38 pour cent correspondant à l'autre société étaient destinés à sa consommation interne. La Colombie a contesté le bien-fondé juridique de l'idée de l'OSpT selon laquelle 62 pour cent n'étaient pas représentatifs de la situation de la branche de production nationale du produit faisant l'objet de l'enquête. Elle a également demandé si l'OSpT considérait que l'expression "branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents" figurant à l'article 6:2 signifiait la branche de production de 100 pour cent du produit en question;
- s'agissant du paragraphe 19 du document G/TMB/R/49, la Colombie a mis en doute le bien-fondé juridique de l'idée selon laquelle une mesure, lorsqu'elle ne peut être appliquée qu'aux produits importés similaires à ceux de la branche de production nationale, devrait l'être en fait à une plus large gamme de produits comprenant tous ceux qui sont similaires, et a demandé, si cela devait être le cas, quels devaient être les produits visés par les mesures de sauvegarde appliquées aux filaments simples de polyesters (position tarifaire 54.02.43). En cherchant à déterminer l'ensemble des produits visés par ces mesures, la Colombie avait vérifié qu'elle produisait deux types de fils de polyester: les fils texturés (position tarifaire 54.02.33) et les filaments simples (position tarifaire 54.02.43). Il avait été déterminé que ces deux produits étaient différents. Les fils correspondant à la position du SH 54.02.33 avaient été soumis à un traitement consistant en une torsion, une compression, un fronçage ou à un traitement semblable afin de fournir une fibre ondulée dotée de certaines propriétés physiques la rendant intéressante à certaines fins, notamment les tissus élastiques et les tissus dont le volume, et non l'uniformité, était important. Les fils relevant de la position du SH 54.02.43 n'avaient pas subi de torsion et étaient utilisés pour d'autres types de tissus dont l'uniformité, et non l'élasticité, était une caractéristique essentielle. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête avaient procédé à deux enquêtes distinctes et conclu que les mesures de sauvegarde ne devaient être appliquées qu'aux fils de polyester sans torsion. La Colombie a également précisé que les produits relevant de ces deux positions du SH (54.02.33 et 54.02.43) étaient différents de ceux correspondant à la position 54.02.42, qui étaient les matières premières servant à la fabrication des deux premiers;
- s'agissant du paragraphe 21 du document G/TMB/R/49, la Colombie a contesté ce qui constituait le fondement juridique de la détermination selon laquelle les renseignements sur la situation de la branche de production devaient être présentés sur la base d'une période de 12 mois, telle que mentionnée au paragraphe 8 de l'article 6. De l'avis de la Colombie, ce paragraphe ne visait pas les renseignements sur la situation de la branche de production, contrairement à l'article 6:7 qui disposait que "les renseignements se rapporteront, aussi étroitement que possible, à des segments de production identifiables et à la période de référence indiquée au paragraphe 8".

9. Le représentant de la Corée a déclaré, entre autres, que les renseignements additionnels figurant dans la communication de la Colombie ne contenaient rien de nouveau sur le fond. Les

arguments juridiques avancés par ce pays étaient sans fondement. C'est pourquoi la Corée ne voyait pas pourquoi l'OSpT devrait réexaminer sa recommandation.

- La Colombie a soutenu que l'OSpT avait estimé que les renseignements sur la branche de production nationale devaient concerner 100 pour cent des producteurs nationaux du produit en question. Or, le rapport de l'OSpT ne le mentionnait nulle part. En outre, la Colombie avait négligé délibérément la mention des "produits similaires et/ou directement concurrents" en se référant à l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article 4.1 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. S'il avait été tenu compte de tous les segments de la branche de production des produits similaires et/ou directement concurrents, la seule entreprise au sujet de laquelle des renseignements avaient été communiqués représenterait bien moins de 62 pour cent de la production nationale et ne pourrait donc pas être considérée comme constituant une proportion "majeure" de la production nationale totale. De plus, même si l'autre entreprise, encore en exploitation, ne produisait ce fil que pour sa propre consommation, elle représentait cependant une part importante de la branche de production nationale et aurait dû faire l'objet d'une enquête.
- Contrairement à ce que la Colombie avait déclaré, l'OSpT n'avait pas affirmé que le Membre prenant la mesure de sauvegarde était tenu, en vertu de l'ATV, de regrouper les positions tarifaires. C'est pourquoi les arguments de ce pays fondés sur l'article 1:7 et les paragraphes 1, 14 et 16 de l'article 6 dudit accord n'étaient pas pertinents, pour ce qui était d'un réexamen des mesures de sauvegarde.
- S'agissant de la détermination de l'existence d'un préjudice grave et du lien de causalité entre l'accroissement des importations et le préjudice, les renseignements additionnels communiqués par la Colombie (qui représentaient une justification *a posteriori*) ne résolvaient pas les difficultés à déterminer l'existence de ce préjudice que l'OSpT avait rencontrées au cours de l'examen précédent. En ce qui concerne le lien de causalité, la Corée n'avait relevé aucun élément de preuve substantiel à l'appui de l'affirmation de la Colombie selon laquelle rien ne donnait à penser que le préjudice avait été causé par des modifications techniques ou des changements dans les préférences des consommateurs. La Colombie avait rejeté la charge de la preuve sur les importateurs, manquant ainsi à ses obligations découlant de l'article 6:2. La Corée avait fait valoir que le préjudice pouvait avoir été causé par le déclin de la branche de production de la Colombie et l'affaiblissement de sa compétitivité, ce à quoi la Colombie avait répondu qu'il n'y avait pas eu de contraction de la demande ni de réduction de la consommation nationale. Cependant, la société constituant prétendument 62 pour cent de la branche de production avait connu une baisse nette de ses exportations en 1998. Cette baisse pouvait être imputée à sa perte de compétitivité du point de vue des prix et de la qualité.

10. Le représentant de la Thaïlande a déclaré, entre autres, ce qui suit:

- le fait que la Colombie ait demandé à l'OSpT de réexaminer cette affaire en utilisant des renseignements nouveaux et adaptés pouvait être considéré comme une tentative d'engager une nouvelle procédure. La Thaïlande était d'avis que le réexamen de l'OSpT devait être fondé sur les renseignements utilisés au moment où la demande de consultations avait été présentée. Il était indispensable que la Colombie se conforme d'abord à la recommandation de l'OSpT avant de demander une nouvelle audition dans la même affaire car le maintien de la limitation portait injustement tort aux fabricants thaïlandais de fils;

- l'OSpT n'avait pas demandé que les renseignements utilisés par la Colombie dans la demande de consultations concernent tous les producteurs nationaux mais simplement que ceux qu'elle communiquait rendent compte de la situation de toute la branche de production;
- le fait qu'une société représente 100 pour cent de la production nationale destinée au marché intérieur ne signifiait pas que la branche de production colombienne était constituée de ce seul fabricant;
- comme l'entreprise représentant 62 pour cent de la production nationale était intégrée sur le plan vertical, une réorientation de la production pouvait avoir eu lieu à l'intérieur de l'entreprise;
- la Colombie avait déclaré qu'il était impossible de se conformer à la recommandation de l'OSpT car son rapport ne donnait aucune indication sur la manière dont la mesure devait être appliquée selon lui. La Thaïlande estimait que l'OSpT n'était pas chargé de dire aux Membres comment ils devaient mettre en œuvre les dispositions de l'ATV.

11. Au début de l'examen de l'affaire dont il était saisi, l'OSpT avait relevé que la communication de la Colombie mentionnant les raisons pour lesquelles elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation lui avait été adressée conformément à l'article 8:10. L'OSpT a rappelé qu'il était tenu, en vertu des dispositions dudit article, d'effectuer un examen approfondi des raisons données par le Membre qui ne se considérait pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT, et d'établir immédiatement toutes autres recommandations qu'il jugerait appropriées.

12. Compte tenu de la communication de la Colombie et de l'exposé qu'elle avait fait à la réunion, l'OSpT a noté qu'elle ne se considérait pas en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT pour les principales raisons ci-après:

- la Colombie estimait que les mesures de sauvegarde adoptées avaient été conformes aux dispositions pertinentes de l'article 6, notamment les paragraphes 1, 2, 3, 4, 7, 8, 12 et 16;
- de l'avis de la Colombie, les conclusions de l'OSpT reposaient sur des interprétations de l'ATV qui n'étaient nullement fondées sur les dispositions de l'article 6;
- le rapport adopté par l'OSpT ne fournissait aucune indication sur la manière dont les mesures de sauvegarde devaient être appliquées, selon lui, dans ce cas précis.

13. L'OSpT a également fait observer qu'en exposant de façon circonstanciée les motifs susmentionnés, la Colombie avait fourni:

- un résumé des renseignements factuels qu'elle avait déjà communiqués au titre de l'article 6:7, concernant notamment l'évolution des importations, le préjudice grave causé, selon ses allégations, à la branche de production de filaments simples de polyesters, le lien de causalité entre l'accroissement des importations et l'existence du préjudice grave et l'imputation de ce préjudice à la Corée et à la Thaïlande sur la base d'un accroissement substantiel des importations à des prix inférieurs à ceux des ventes nationales;
- des arguments juridiques détaillés relatifs aux conclusions et aux interprétations de l'OSpT qui, de l'avis de la Colombie, n'étaient nullement fondés sur les dispositions

de l'article 6 et, sans préjudice de ces arguments, certains renseignements additionnels en rapport avec certains éléments des renseignements factuels mentionnés à l'article 6:7.

Observations de l'OSpT relatives aux arguments juridiques avancés par la Colombie

14. Ayant étudié attentivement tous les arguments qui lui avaient été communiqués, l'OSpT a formulé les observations ci-après au sujet des arguments juridiques de la Colombie concernant son inaptitude à se conformer à la recommandation de l'OSpT.

15. L'OSpT a rappelé que la Colombie avait déclaré, dans sa communication, que l'OSpT a constaté qu'il y avait eu un accroissement substantiel des importations et que l'évolution de huit des onze variables mentionnées à l'article 6:3 semblait indiquer l'existence d'un préjudice grave". Cependant, "il y avait, selon l'OSpT, trois raisons" de conclure qu'il était impossible de déterminer si un préjudice grave avait été ou non causé à la branche de production colombienne, à savoir:

- i) les renseignements communiqués au sujet du préjudice ne concernaient pas 100 pour cent des producteurs colombiens de filaments simples de polyesters;
- ii) le produit faisant l'objet des mesures ne représentait pas tous les produits similaires et/ou directement concurrents relevant du chapitre 54 du SH; et
- iii) les renseignements relatifs au préjudice ne concernaient pas une année écoulée.

De l'avis de la Colombie, aucun de ces trois motifs n'était fondé sur les dispositions de l'article 6 (voir également le paragraphe 5 ci-dessus).

L'OSpT a abordé ces points un par un.

- i) Définition de l'expression "branche de production nationale" de filaments simples de polyesters

16. L'OSpT a rappelé que le paragraphe 18 du document G/TMB/R/49 était libellé comme suit:

"L'OSpT a relevé que les autorités colombiennes chargées de l'enquête avaient déterminé qu'une société, ayant demandé l'application de la mesure de sauvegarde aux importations, correspondait à 62 pour cent, en moyenne, de la production nationale totale de filaments simples de polyesters et pouvait donc être considérée comme représentant la branche de production nationale. Étant donné cette détermination, la Colombie avait communiqué des renseignements, relatifs aux variables économiques mentionnées à l'article 6:3, qui reflétaient les données concernant cette société. L'OSpT a fait observer à cet égard que l'ATV ne comprenait pas de définition de la branche de production nationale. Cependant, il a relevé que la Colombie n'avait pas fourni de renseignements sur une partie importante de sa branche de production nationale de filaments simples de polyesters. Ce manque d'information suscitait des doutes importants et limitait par conséquent l'aptitude de l'OSpT à évaluer la situation de cette branche de production." (souligné par la Colombie)

17. À cet égard, la Colombie a donné les explications suivantes:

- au cours de l'examen de la mesure, la délégation colombienne avait communiqué des renseignements indiquant que la branche de production nationale était traditionnellement constituée de trois sociétés, dont l'une s'était déclarée en faillite. Elle avait également souligné que l'une des deux autres, la société requérante,

représentait en moyenne 62 pour cent de la production totale et que les 38 pour cent restants étaient produits par une société unique qui ne s'était pas déclarée intéressée par cette affaire.

- l'affirmation de l'OSpT, mentionnée au paragraphe 16 ci-dessus, indiquait clairement qu'il considérait que les renseignements sur la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents devaient concerner 100 pour cent des producteurs nationaux de ces produits;
- contrairement à l'ATV, l'Accord sur les sauvegardes et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 définissaient l'expression "branche de production nationale", précisant qu'elle désignait les producteurs nationaux ou ceux d'entre eux dont les productions additionnées "constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". Alors que les éléments de preuve du préjudice devaient donc avoir trait à la branche de production nationale, cela ne signifiait pas forcément le nombre total de producteurs mais une proportion majeure de ceux-ci;
- compte tenu des principes en matière d'interprétation des traités, énoncés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, et du fait que l'ATV ne définissait pas l'expression "branche de production nationale", la Colombie a demandé à l'OSpT de réexaminer son interprétation de cette expression car une définition littérale donnerait lieu à une interprétation évidemment absurde et déraisonnable qui rendrait les dispositions de l'article 6 de l'ATV inopérantes;
- sans préjudice de ce qui précède, la Colombie avait demandé des renseignements à la seule autre société concernée et, selon les indications reçues, sa production entière de filaments simples de polyesters était destinée à sa consommation interne. Cela signifiait également que le requérant représentait 100 pour cent de la production nationale de ce produit destinée au marché intérieur.

18. En examinant les arguments juridiques avancés par la Colombie, l'OSpT a fait les observations suivantes:

- la Colombie avait souligné à juste titre qu'au cours de l'examen des mesures effectué au titre de l'article 6:10, elle avait communiqué les données factuelles, telles qu'indiquées au premier alinéa du paragraphe 17 ci-dessus. Elle avait précisé que la société représentant en moyenne 38 pour cent de la production nationale totale n'avait pas fait part de son intérêt pour l'enquête menée par les autorités colombiennes. En conséquence, la Colombie n'avait communiqué aucun renseignement autre que ceux concernant la société requérante dont la production correspondait en moyenne à 62 pour cent de la production nationale. C'est ce que l'OSpT faisait observer: "(...) l'ATV ne comprend pas de définition de ce qui constitue la branche de production nationale. Cependant, l'OSpT a relevé que la Colombie n'avait pas communiqué de renseignements sur une grande partie de sa branche de production nationale de filaments simples de polyesters", suscitant ainsi des doutes importants et réduisant, par conséquent, l'aptitude de l'OSpT à évaluer la situation de cette branche de production colombienne (voir le document G/TMB/R/49, paragraphe 18). Tenant compte, en particulier, des renseignements que la Colombie avait communiqués conformément à l'article 6:7, l'OSpT continuait de considérer qu'en l'absence de tout renseignement sur une part significative de la branche de production nationale, il n'avait pas été possible d'évaluer la situation de cette branche, notamment l'effet de l'accroissement des importations sur les entreprises la constituant. C'est pourquoi il

avait été impossible de déterminer si les difficultés rencontrées par l'entreprise requérant l'enquête pouvaient être imputées à un préjudice éventuel causé par l'accroissement du volume des importations totales ou à d'autres facteurs tels que, par exemple, une croissance importante de la production de l'autre entreprise nationale produisant des filaments simples de polyesters qui aurait entraîné une intensification de la concurrence entre les producteurs nationaux;

- l'OSpT ne pouvait pas être d'accord avec l'allégation de la Colombie selon laquelle l'affirmation de l'OSpT, citée au paragraphe 16 ci-dessus, faisait apparaître clairement que de l'avis de l'OSpT, les renseignements sur la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents devaient concerner 100 pour cent des producteurs nationaux de ces produits;
- l'OSpT a fait observer qu'il n'avait pas interprété la définition de l'expression "branche de production nationale", comme la Colombie l'avait allégué. De même, il n'avait pas indiqué que les renseignements sur la branche de production nationale devaient concerner 100 pour cent des producteurs nationaux de ces produits. L'affirmation selon laquelle "la Colombie n'avait pas fourni de renseignements sur une partie importante de sa branche de production nationale de filaments simples de polyesters" était simplement une affirmation de nature factuelle s'appliquant à ce cas particulier. À cet égard, l'OSpT était d'avis que l'on ne pouvait pas contester, dans ce cas précis, que 38 pour cent constituaient une part notable de la branche de production nationale, qu'il s'agisse de la production d'une seule entreprise ou de plusieurs. Le fait qu'une entreprise ne soit pas intéressée par une participation à l'enquête ne pouvait justifier qu'aucun renseignement n'ait été fourni sur cette partie de la branche de production. L'OSpT considérait que c'étaient les autorités du Membre invoquant les dispositions de l'article 6 qui avaient la charge de prouver au(x) Membre(s) affecté(s) et à l'OSpT qu'un accroissement des importations avait causé un préjudice grave à la branche de production nationale. De plus, il y avait diverses possibilités entre le fait de ne fournir aucun renseignement et celle consistant à communiquer tous les renseignements précis et pertinents requis à l'article 6. Dans ce cas particulier, l'OSpT était d'avis que les autorités colombiennes auraient dû fournir davantage de renseignements sur le reste de la branche de production nationale. Elles auraient pu au moins expliquer de manière convaincante à l'OSpT², sur la base des renseignements qui auraient pu être recueillis même si l'entreprise en question n'était pas intéressée par une participation à l'enquête, pourquoi la Colombie considérait que ces renseignements concernant 38 pour cent de la production nationale pouvaient être totalement, ou pour la plus grande partie, écartés ou pourquoi ce pays estimait que l'inclusion de la production de ladite entreprise dans le champ de l'examen ne modifierait pas ses conclusions, fondées uniquement sur les données communiquées par l'entreprise requérante qui représentait en moyenne 62 pour cent de la production nationale;
- compte tenu de ce qui précède, l'OSpT a répété qu'il n'avait pas interprété la définition de l'expression "branche de production nationale". Il ne pouvait donc pas réexaminer une interprétation qu'il n'avait pas donnée.

² Il a été constaté que ce n'était pas le cas en novembre 1998.

ii) Définition du produit auquel la mesure de sauvegarde est appliquée – Renseignements sur la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents

19. L'OSpT a rappelé qu'il y avait, selon la Colombie, une autre raison pour laquelle il avait conclu à l'impossibilité de déterminer si un préjudice grave avait été ou non causé à la branche de production nationale: "le produit faisant l'objet de la mesure ne représent[ait] pas tous les produits similaires et/ou directement concurrents relevant du chapitre 54". Pour réfuter cette affirmation attribuée à l'OSpT, la Colombie formulait une analyse détaillée dans sa communication, se référant à plusieurs dispositions de l'ATV, à savoir celles des paragraphes 6 et 7 de l'article premier et des paragraphes 1, 14 et 16 de l'article 6.

20. L'OSpT estimait, comme la Colombie, que le produit en question (fils de polyester, simples, sans torsion; position tarifaire 54.02.43) entraînait dans le champ d'application de l'ATV et pouvait être identifié au produit auquel la mesure de sauvegarde proposée était appliquée. Cependant, il a fait observer que l'affirmation qui lui était attribuée et figurait au paragraphe 19 ci-dessus provenait probablement d'une mauvaise compréhension de ce qu'il avait déclaré au cours de l'examen de la mesure au titre de l'article 6:10. La partie correspondante du paragraphe 19 du document G/TMB/R/49 était libellée comme suit:

"L'OSpT a noté que la Colombie s'était efforcée de fournir des renseignements relatifs aux filaments simples de polyesters. Cependant, il a observé que l'entreprise au sujet de laquelle des données avaient été communiquées fabriquait plusieurs produits relevant de la position du SH 54.02, y compris des filaments simples de polyesters, ce que la Colombie avait confirmé. À cet égard, il a relevé que l'ATV ne comprenait pas de définition de ce qui constituait des produits similaires et/ou directement concurrents. Cependant, il a fait observer que dans le cas des filaments simples de polyesters, les lignes du SH comportant des descriptions fort semblables pouvaient correspondre à des produits similaires et/ou directement concurrents, d'où les difficultés de l'OSpT à porter un jugement sur la question."

Rien, dans cette citation, ne laissait penser que l'OSpT avait formulé un avis sur la sélection, par les autorités colombiennes, du produit soumis aux mesures de sauvegarde. L'observation de l'OSpT avait eu essentiellement pour objet les renseignements ou le manque de renseignements concernant ce qui constituait la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents dans ce cas précis, ce qui était également indiqué, entre autres, au paragraphe 25 du document G/TMB/R/49: "les renseignements à fournir au sujet de la branche de production colombienne devaient concerner la branche de production de produits similaires et/ou directement concurrents". L'OSpT était d'avis que ces affirmations étaient pleinement conformes aux prescriptions de fond énoncées à l'article 6, en particulier au paragraphe 2 dudit article, en vertu desquelles la Colombie avait la charge de prouver l'existence d'un préjudice grave causé à la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents ou la menace réelle de ce préjudice. C'est pourquoi, contrairement à ce que la Colombie avait laissé entendre, l'OSpT n'avait émis aucun avis sur la sélection du produit soumis aux mesures de sauvegarde mais avait fait des observations sur le manque de renseignements appropriés concernant ce qui constituait la branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents dans ce cas précis. Les renseignements fournis par la Colombie conformément à l'article 6:7 ne révélaient rien à cet égard. Si la Colombie considérait que les seuls produits similaires et/ou directement concurrents des filaments simples de polyesters (position tarifaire 54.02.43) étaient ceux relevant de la même position tarifaire à six chiffres, il lui incombait d'expliquer de manière convaincante pourquoi les lignes du SH comportant des descriptions fort semblables à celle du produit soumis aux mesures de sauvegarde ne devaient pas être considérées comme correspondant à des produits similaires et/ou directement concurrents (aux fins de la définition de la branche de production affectée par les importations). En revanche, sans aucun renseignement ou explication convaincante, il était impossible de déterminer si, par exemple, le déclin de la production nationale de fils de polyester, simples, sans torsion (position

tarifaire 54.02.43) était imputable au préjudice causé par un accroissement des importations totales ou à d'autres facteurs pouvant relever d'une décision normale d'une entreprise, telle que la réorientation de la production en faveur d'un autre produit qui pourrait être similaire et/ou directement concurrent des filaments simples de polyesters.

21. En concluant l'examen du motif avancé par la Colombie, l'OSpT a répété que le document G/TMB/R/49 n'indiquait nullement que les mesures de sauvegarde devaient être appliquées à une gamme de produits allant au-delà du produit (filaments simples de polyesters) que la Colombie avait déterminé comme l'objet de ses mesures prises au titre de l'article 6.

iii) Méthode de présentation des renseignements concernant le préjudice grave

22. L'OSpT a rappelé que l'article 6 ne définissait pas, de l'avis de la Colombie, une méthode unique de présentation des renseignements relatifs aux importations ou aux variables qui déterminent l'existence d'un préjudice grave causé à la branche de production nationale. Sur la base de cet argument, la Colombie a fait valoir ce qui suit: "l'OSpT a omis de relever que (...) les autorités colombiennes avaient présenté des renseignements sous trois formes complémentaires" et il "a conclu que la seule méthode valable d'évaluation du préjudice était la comparaison sur la base d'une période allant de janvier à mai ou d'une période d'un an se terminant en mai". Selon la Colombie, "non seulement la première interprétation de l'OSpT n'a aucun fondement juridique mais elle est contraire à la règle définie à l'article 6:8 qui veut que les renseignements aient trait à des comparaisons sur une période minimale de 12 mois. Compte tenu de la nature indicative du paragraphe 7 de l'article 6, la Colombie [a demandé] à l'OSpT d'expliquer le fondement juridique de cette interprétation".

23. Ayant examiné ces arguments, l'OSpT a convenu avec la Colombie que l'article 6 ne définissait pas une méthode unique de présentation des renseignements en question. Il avait rappelé quelles étaient les périodes sur lesquelles portaient les renseignements présentés par la Colombie au titre de l'article 6:7. "[L]e rapport technique établi par INCOMEX contenait des données relatives aux importations totales durant les périodes de 12 mois allant de juin 1995 à mai 1996, de juin 1996 à mai 1997 et de juin 1997 à mai 1998, ce qui correspond à la période de référence mentionnée à l'article 6:8. Pour ce qui est des variables économiques énumérées à l'article 6:3, les données et renseignements incorporés dans le rapport portaient sur des années civiles; en ce qui concerne 1998, il s'agissait de résultats réels pour la période de janvier à mai et d'estimations pour l'année civile entière. Le rapport contenait en outre des moyennes mensuelles concernant chaque variable pour 1995, 1996, 1997 et la période de janvier à mai 1998" (voir le document G/TMB/R/49, paragraphe 11). L'OSpT ne pouvait pas être d'accord avec l'allégation de la Colombie selon laquelle il avait omis de relever que les renseignements avaient été présentés sous trois formes différentes. Il n'avait pas déterminé si ces formes étaient complémentaires, comme la Colombie l'alléguait, car il n'avait pas trouvé certaines d'entre elles convaincantes, ce que le rapport adopté par l'OSpT indiquait: "[l']OSpT a fait observer (...) qu'il ne pouvait pas fonder son évaluation sur les estimations pour 1998 communiquées par la Colombie et que les moyennes mensuelles qu'elle avait fournies ne pouvaient pas être considérées, dans la plupart des cas, comme des indications fiables". (Voir le document G/TMB/R/49, paragraphe 21, non souligné dans l'original.) En conséquence, l'OSpT avait ajouté: "[p]our que les données soient significatives, la Colombie aurait dû fournir, dans le cas présent, des comparaisons sur la base d'une période allant de janvier à mai ou d'une période d'un an se terminant en mai" (même paragraphe, non souligné dans l'original). De l'avis de l'OSpT, les passages susmentionnés de son rapport indiquaient clairement que i) le rapport tenait scrupuleusement compte des formes de présentation des renseignements fournis, notamment des périodes respectives; ii) l'OSpT n'avait formulé aucune interprétation mais avait exprimé l'avis que, dans le cas présent, la présentation était telle qu'elle ne permettait pas une comparaison fiable des faits nouveaux ou des modifications concernant les variables économiques pertinentes mentionnées à l'article 6:3. Le fait que l'OSpT mentionne des comparaisons sur la base d'une période allant de janvier à mai ne constituait pas une interprétation et n'était contraire à aucune disposition de l'article 6 car il n'avait pas

indiqué que ces renseignements auraient dû être fournis au lieu de ceux qui l'avaient été, mais en plus. Sans ces renseignements additionnels, l'OSpT était dans l'impossibilité de déterminer si les faits qui s'étaient produits au cours des cinq premiers mois de 1998 pouvaient indiquer l'existence d'un préjudice grave causé par des importations ou s'ils représentaient un phénomène saisonnier qui avait caractérisé la branche de production nationale à la même période des années précédentes, également. L'OSpT reconnaissait que la Colombie avait précisé que le produit faisant l'objet des mesures de sauvegarde n'était pas soumis à des facteurs saisonniers mais cette affirmation n'avait pas été étayée par les renseignements présentés au titre de l'article 6:7.

24. L'OSpT a répété qu'il ne s'était livré à aucune interprétation, s'agissant de la manière dont les renseignements concernant les importations ou les variables utilisées pour déterminer l'existence d'un préjudice grave causé à la branche de production nationale devaient être présentés conformément à l'article 6. En revanche, il avait exprimé un avis sur les difficultés qu'il rencontrait en cherchant à comparer certaines données fournies par la Colombie dans le cas présent.

Renseignements additionnels fournis par la Colombie dans sa communication au titre de l'article 8:10

25. L'OSpT a fait observer qu'eu égard aux articles 6:10 et 8:3, certains éléments des renseignements factuels détaillés communiqués par la Colombie conformément à l'article 6:7 avaient été révisés et complétés.

26. Sans préjudice des arguments juridiques détaillés avancés à cet égard, il avait été indiqué, en particulier, que la production entière de filaments simples de polyesters de l'entreprise représentant en moyenne 38 pour cent de la production nationale était destinée à sa propre consommation. Comme l'a expliqué la Colombie, cela signifiait que l'entreprise requérante représentait 100 pour cent de la production nationale destinée au marché intérieur. Prenant note de ces renseignements, l'OSpT a également relevé que la Colombie ne les avait communiqués ni au moment où elle avait demandé des consultations au titre de l'article 6:7, ni au cours de l'examen des mesures effectué par l'OSpT conformément à l'article 6:10.

27. D'autre part, l'OSpT a relevé que la Colombie avait affirmé, dans sa communication, que l'enquête concernait, dans l'affaire considérée, un produit tel que défini par la classification tarifaire et l'évolution de la concurrence sur ce segment du marché. De plus, dans l'exposé qu'elle avait fait au cours de la réunion³, la représentante de la Colombie avait expliqué, en termes techniques, pourquoi les produits devant être visés pour que les mesures de sauvegarde soient appliquées ne devaient comprendre que les fils de polyester (position du SH 54.02.43).

28. En outre, l'OSpT a fait observer que la Colombie avait communiqué, comme indiqué plus haut, en réponse aux observations de l'OSpT et nonobstant les arguments juridiques avancés, des renseignements sur la branche de production nationale et l'évolution des indicateurs de préjudice sur la base de périodes de 12 mois.

29. L'OSpT a relevé que la communication soumise à son examen avait été présentée conformément à l'article 8.10, qui disposait que les raisons pour lesquelles un Membre n'est pas en mesure de se conformer aux recommandations de l'OSpT devaient lui être exposées. Tenant compte également de l'attention qu'il avait accordée aux motifs et arguments juridiques avancés par la Colombie, l'OSpT était d'avis qu'il ne pouvait pas être tenu de procéder à un nouvel examen concernant la détermination de l'existence d'un préjudice grave causé aux producteurs nationaux des produits similaires et/ou directement concurrents. Il a répété ce qu'il avait affirmé antérieurement, à savoir que "son examen des mesures adoptées par la Colombie devait être fondé essentiellement sur

³ Voir le paragraphe 8 ci-dessus.

les renseignements que ce pays avait communiqués conformément à l'article 6:7, au moment où la demande de consultations avait été faite" (voir le document G/TMB/R/49, paragraphe 25).

Autres observations

30. L'OSpT a rappelé qu'outre les motifs mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, la Colombie avait déclaré: "il est impossible de se conformer à la recommandation de l'OSpT car le rapport ne fournit aucune indication sur la manière dont la mesure devrait être appliquée à son avis. Pour que le gouvernement colombien sache comment il peut se conformer à cette recommandation, l'OSpT doit répondre aux deux questions (concernant la définition de l'expression "branche de production nationale" et les positions tarifaires à regrouper pour qu'une mesure de sauvegarde s'applique à la position 54.02.43) que la Colombie avait posées à ce sujet à la réunion et qui avaient été omises dans le rapport".

31. Au sujet de cette déclaration, l'OSpT a précisé ce qui suit:

- conformément à l'article 6:10, l'OSpT doit normalement procéder "dans les moindres délais à l'examen de la question, y compris à la détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave, et de ses causes, et adressera des recommandations appropriées aux Membres concernés dans les 30 jours";
- l'OSpT estimait que lorsqu'il constatait, en examinant une mesure de sauvegarde, qu'il n'avait pas été démontré de manière satisfaisante qu'un produit soumis à une mesure prise au titre de l'article 6 était importé sur le territoire du Membre en question en quantités tellement accrues qu'il portait ou menaçait réellement de porter un préjudice grave à sa branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents, la seule recommandation que l'OSpT pouvait faire était d'abroger cette mesure;
- pour ce qui est des problèmes concernant "la définition de l'expression branche de production nationale et les positions tarifaires à regrouper pour qu'une mesure de sauvegarde s'applique à la position 54.02.43", l'OSpT s'est référé à ses discussions antérieures et à ses conclusions respectives, figurant plus haut dans le présent rapport.

Conclusions

32. L'OSpT a pris note de la déclaration de la Colombie selon laquelle elle n'avait pas été en mesure de se conformer à la recommandation de l'OSpT pour les motifs précisés dans sa communication et son exposé oral. Après avoir examiné de près les motifs invoqués par la Colombie, l'OSpT lui a recommandé de reconsidérer sa position et d'abroger immédiatement les mesures qu'elle avait adoptées à l'encontre des importations de filaments simples de polyesters en provenance de Corée et de Thaïlande.

33. La cinquante-troisième réunion de l'OSpT doit se tenir du 8 au 10 février 1999.

34. Le rapport intégral de la cinquante-deuxième réunion sera distribué ultérieurement.
